



# **Cahier Des Clauses Administratives Particulières** (CCAP)

MARCHE PUBLIC FOURNITURES ET SERVICES

Arrêté du 30 mars 2021

**MARCHE N° 25 SCE 001 M**

PRESTATIONS DE CONTROLES TECHNIQUES REGLEMENTAIRES

INSTITUT MINES-TELECOM BUSINESS SCHOOL  
&  
TELECOM SUDPARIS

## **Objet de ce document**

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG FCS

## Sommaire en un coup d'œil

### **Partie 1 – Description du marché**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

### **Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?**

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

### **Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?**

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations

### **Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché**

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

### **Partie 5 – Les autres clauses**

Vous y trouverez les informations obligatoires.

### **Les dérogations aux CCAG Fournitures et services**

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Fournitures et Services

### **Annexes**

Néant

## Sommaire en détail

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE .....	4
1. OBJET DU MARCHE .....	5
1.1 Objet du marché .....	5
1.2 - Décomposition en lots .....	5
1.3 – Variantes .....	5
2. LA SOUS TRAITANCE .....	5
3. PIECES CONTRACTUELLES.....	5
4. DUREE DU MARCHE .....	5
PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ? ..	6
5 – LE PRIX.....	6
5.1 – Nature et type de prix .....	6
5.2 – Mois d’établissement des prix.....	6
6 – REVISION DES PRIX .....	6
7 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	6
PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ? .....	9
8. Détail et conditions d’exécution des prestations.....	9
8.1 Détail des prestations .....	9
8.2 Lieu d’exécution des prestations .....	9
8.3 Vérification et admission des prestations .....	9
8.4 Transfert de propriété .....	9
9. PENALITES.....	10
10. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE .....	10
10.1 Résiliation .....	10
10.2 Litige .....	10
10.3 Election de domicile.....	10
11. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	11
12. ASSURANCE.....	11
13. LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS .....	11
14. DEROGATION.....	12

## PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE

### Préambule

L'Institut Mines-Télécom est le 1er groupe public de Grandes Écoles d'ingénieurs et de management de France.

Il est composé d'une Direction Générale et de 7 grandes écoles d'ingénieurs et 1 école de management situées sur l'ensemble du territoire national.

- Direction Générale, située à Palaiseau (91),
- Télécom Paris située à Palaiseau (91),
- **Télécom SudParis située à Evry-Courcouronnes (91),**
- **Institut Mines-Télécom Business School située à Evry-Courcouronnes (91),**
- IMT Atlantique située à Brest (29), Rennes (35) et Nantes (44),
- IMT Mines Alès, située à Alès (30),
- IMT Mines Albi, située à Albi (81),
- IMT Lille-Douai, située à Douai (59) et à Villeneuve-d'Ascq (59),
- Mines Saint Etienne, située à Saint Etienne (12) et Gardanne (13).

La présente consultation concerne **les écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis** situées sur un même campus à Evry-Courcouronnes sis 9, rue Charles Fourier (91000)

### Parties contractantes

Le présent marché est passé entre d'une part :

Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis, écoles internes de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère Scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2016-1527 du 14 novembre 2016 modifiant le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 représentées par les signataires du présent marché Monsieur M. Herbert CASTERAN, Directeur de Institut Mines-Télécom Business School et Mr F. Dellacherie Directeur de Télécom SudParis , sis 9 rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

Ci-après dénommé « IMT-BS et TSP » ou « l'acheteur »,

Et d'autre part, **l'entreprise titulaire du marché**, dénommée ci-dessous le titulaire.

➤ **Pour Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis**

La responsable sécurité ainsi que son assistante d'Institut Mines-télécom business School et Télécom SudParis seront les interlocuteurs du titulaire.

**Isabelle VERZALA**

Email : [isabelle.verzala@imtbs-tsp.eu](mailto:isabelle.verzala@imtbs-tsp.eu)

Téléphone : +33 1 60 76 40 18

9 rue Charles Fourier - 91000 EVRY-COURCOURONNES

**Fatima BOUCHELAGHEM**

Email : [fatima.bouchelaghem@imtbs-tsp.eu](mailto:fatima.bouchelaghem@imtbs-tsp.eu)

Téléphone : +33 1 60 76 40 16

9 rue Charles Fourier – 91000 EVRY-COURCOURONNES

➤ **Pour le titulaire, l'interlocuteur privilégié**

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché.

Dans les 5 jours de la notification du marché, le titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à la Responsable sécurité.

## **1. OBJET DU MARCHÉ**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet des prestations de contrôles techniques réglementaires sur les équipements du campus des écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis situé au 9 rue Charles Fourier à Evry-Courcouronnes (91).

### **1.2 - Décomposition en lots**

Conformément à l'article R.2113-3 et L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté au motif que l'ensemble des services concernés est considéré comme homogène parce qu'il constitue une unité fonctionnelle au sens de l'article R. 2121-6 du Code de la commande publique.

### **1.3 – Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **2. LA SOUS TRAITANCE**

Articles R.2193-3 à R.2193-22 CCP et article 3.6 Sous-traitance CCAG FCS.

L'entreprise peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

## **3. PIECES CONTRACTUELLES**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS. Les documents contractuels qui régissent le marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le présent cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/FCS) à l'exception de ses commentaires.
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance

Le CCAG-FCS est accessible sur le site [legifrance.fr](http://legifrance.fr). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

## **4. DUREE DU MARCHÉ**

Ce marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la date de notification du marché.

Le présent marché a une durée d'1 (un) an à compter de sa date anniversaire (date de notification). Il sera ensuite reconductible tacitement trois fois pour une durée d'1 (un) an, sauf décision contraire de l'acheteur au moins deux mois avant la date d'échéance de la période en cours.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché. Le Titulaire ne peut pas élever de réclamation en cas de non-reconduction du marché.

## PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

### 5 – LE PRIX

#### 5.1 – Nature et type de prix

Conformément à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

#### 5.2 – Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix, appelé mois zéro (M0), est le mois au cours duquel le candidat a fixé son prix (date de remise des offres) *cf. Règlement de la consultation*

### 6 – REVISION DES PRIX

Le prix global et forfaitaire, en cas de reconduction, est révisable à date anniversaire (date de notification) par référence à l'**indice ING** « index ingénierie ».

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur sa révision des prix au minimum un mois avant la date anniversaire par tout moyen (mail, courrier). La décomposition du prix global et forfaitaire sera donc actualisée chaque année par le rajout du montant révisé.

La révision s'applique selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (0,15 + 0,85 \times (I1/I0))$$

Dans laquelle :

P1 = est le prix révisé

P0 = est le prix initial

I (0) = est l'indice connu du mois M (0) – *date de remise des offres (cf. règlement de la consultation)*

I (1) = est la dernière valeur connue de l'indice à la date de la demande de révision (*1 mois avant date anniversaire*)

Les nouveaux tarifs s'appliquent le 1<sup>er</sup> jour du mois anniversaire.

### 7 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

#### 7.1 Présentation des factures

A l'issue de l'admission et la réception de la prestation par le service hygiène et sécurité du campus, le titulaire présente une facture conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexe de l'acte d'engagement.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché et/ou le numéro du bon de commande (N° engagement juridique)
- l'identification des prestations,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro du compte bancaire à créditer,
- le prix unitaire HT conformément à la DPGF annexe 1 de l'acte d'engagement
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C.,
- la date d'établissement de la facture

L'acheteur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

**Il est rappelé que le titulaire devra apporter une attention particulière aux modalités de transmissions des factures détaillés ci-après.**

## 7.2. La transmission des factures sur Chorus Pro :

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, le Titulaire doit disposer des informations suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande (N°EJ);
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal. Ces références doivent être identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

**L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture sur le portail Chorus Pro est : Services Communs Institut Mines-Télécom Business School : 180 092 025 00071**

Le code service à utiliser est le suivant **SG\_EVRY\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER**



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.  
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

## 7.3 Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est :

Agence Comptable de l'Institut Mines-Télécom  
19 Place Marguerite Perey  
91120 PALAISEAU

## 7.4 Délais de paiement

Article R2192-10 CCP

Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

## **7.5 Intérêts moratoires**

Article L2192-13 CCP

Si Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis dépasse le délai de paiement de 30 jours, le Titulaire a droit au paiement d'intérêts moratoires.

## **7.6 Avances**

Conformément à l'article R.2191-3 à R2191-5 du code de la commande publique, l'acheteur accorde une avance au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai est supérieur à deux mois.

Sauf refus du titulaire exprimé à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

Les conditions de l'avance sont stipulées aux articles R.2191.7 et R.2191.8 du code de la commande publique, modifié par décret 2022-1683 du 28 décembre 2022 – art. 1 :

- Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-12, le taux minimal de l'avance est porté à : 30 % pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- L'acheteur peut porter le montant de l'avance au-delà de 30 % du montant calculé conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7. Il peut alors en conditionner le versement à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance. Les deux parties peuvent s'accorder pour substituer à cette garantie une caution personnelle et solidaire. La constitution de cette garantie ne peut toutefois être exigée des personnes publiques titulaires d'un marché



## **PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?**

### **8. Détail et conditions d'exécution des prestations**

---

#### **8.1 Détail des prestations**

Les prestations de contrôles réglementaires sont exécutées conformément au cahier des clauses techniques particulières selon le planning d'intervention proposé par le titulaire et accepté par le service sécurité du campus.

Pour les installations mentionnées à l'article 3.2 du CCTP nécessitant des contrôles réglementaires triennaux et quinquennaux, un bon de commande sera établi sur devis si la périodicité est concernée durant la validité du marché.

Le bon de commande comprendra obligatoirement les indications suivantes :

- La référence du marché et/ou bon commande
- Les installations concernées
- Les prix unitaires H.T. du devis L'objet des prestations concernées
- Le montant total H.T.,
- Le montant total T.T.C.,
- La date d'envoi.

En cas d'installation techniques supplémentaires, un avenant sera établi au présent marché.

#### **8.2 Lieu d'exécution des prestations**

Les prestations prévues sont exécutées sur le campus des écoles Campus Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis selon le détail indiqué l'article 1.2 du cahier des charges techniques particulières

#### **8.3 Vérification et admission des prestations**

Articles 27 à 30 du C.C.A.G/FCS approuvé au 30 mars 2021 relatives à la surveillance et à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables.

La réception définitive interviendra dès que la prestation complète aura été assurée et que les performances et services décrits dans ce cahier des charges seront respectés.

Elle est conditionnée par la livraison complète des rapports de vérification décrite dans différents articles du CCTP.

#### **8.4 Transfert de propriété**

L'article 31 du C.C.A.G./F.C. S approuvé au 30 mars 2021.  
L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété.

## **PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ**

### **9. PENALITES**

---

Pénalités pour retard dans la présentation des documents

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G./FCS, en cas de retard dans la présentation des documents, le contrôleur technique subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à **150** euros HT, sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable.

### **10. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE**

---

#### **10.1 Résiliation**

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre VII du CCAG/FCS approuvé au 30 mars 2021 visé à l'article 2 du présent CCAP.

Toutefois l'acheteur se réserve également la possibilité de résilier le marché dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire du marché s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des produits et services objet du présent marché.

L'acheteur pourra alors résilier le marché sans versement d'indemnité.

#### **10.2 Litige**

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant les tribunaux administratifs compétents.

#### **10.3 Election de domicile**

Pour les actes relatifs à l'exécution du marché le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

## **PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES**

### **11. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE**

---

Le titulaire est tenu au respect, par ses collaborateurs, du secret de toute information dont il aura eu connaissance à l'occasion de l'exécution de sa mission. Il ne pourra transmettre ces informations à des tiers par quelque moyen que ce soit. En cas de non-respect de ces dispositions, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché aux torts exclusifs de la société (sans préavis ni indemnité).

Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis s'engage à ne divulguer par quelque moyen que ce soit aucune information reçue de la société et signalée par elle comme confidentielle.

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues ou inutilisables de son fait.

### **12. ASSURANCE**

---

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

### **13. LISTE DES PIECES A FOURNIR TOUS LES 12 MOIS**

---

Le titulaire s'engage à fournir tous les 12 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces suivantes :

- Attestation d'assurance
- Attestations sociales et fiscales



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'acheteur peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

## PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS

### 14. DEROGATION

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
14	Article 9 - pénalités